

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché réservé pour la fourniture et l'entretien des plantes vertes

N°2026-88

Marché public de Services

Application du CCAG-FCS

Procédure de passation : - Procédure adaptée ouverte en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique

Marché réservé, soumis aux dispositions de l'article L. 2113-12 du code de la commande publique

Technique d'achat : - Accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande en application du 1° de l'article L. 2125-1 et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Article 1.OBJET DU MARCHE

1.1 Présentation de l'EPMO-VGE et ses missions

L'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing (EPMO-VGE) est un établissement public à caractère administratif créé par décret du 26 décembre 2003 (modifié par le décret du 27 mai 2010), placé sous la tutelle du ministre chargé de la culture. Ses missions sont définies à l'article 2 du décret 2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement.

1.2 Présentation du marché

Le présent marché a pour **objet l'entretien de 37 plantes vertes de tailles moyennes déjà existantes, dans les espaces tertiaires.**

L'entretien comprend le dépoussiérage, la taille, l'arrosage, le traitement et le remplacement des plantes vertes le cas échéant.

La prestation se fait **tous les 15 jours (en moyenne deux ou trois passages par mois) pour l'entretien des plantes, soit 30 passages annuels maximum.**

En vertu de l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique, **ce contrat est réservé aux entreprises adaptées (EA), à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ou à des structures équivalentes**, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Article 2.DESCRPTION DES PRESTATIONS

2.1 Localisation des lieux de prestation

Les sites de l'EPMO identifiés sont les suivants :

- **les 37 plantes à entretenir sont sur le site du musée d'Orsay, espaces tertiaires :** Esplanade Valéry Giscard d'Estaing Paris 7^e ;
- les locaux de bureaux de la direction administrative et financière et de l'agence comptable de l'EPMO-VGE : 2 rue Villersexel, Paris 7^e ;
- le musée de l'Orangerie : jardin des Tuileries Paris 1^{er}

2.2 La durée du marché et les délais d'exécution

Le marché est conclu pour **une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2026**. Il peut être reconduit expressément trois (3) fois pour une durée d'un an (1) sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

2.3 Modalités de services de la prestation et contact

Le Titulaire proposera un **planning annuel de passage tous les 15 jours** pour l'entretien des plantes en accord avec la cheffe du service des moyens généraux.

Le forfait comprend le remplacement de 12 plantes vertes chaque année.

L'EPMO pourra commander sur BPU et/ou sur catalogue des plantes, compositions florales et sapins sur catalogue fourni par le candidat de l'année en cours.

Le Titulaire à l'obligation de maintenir une continuité des prestations.

2.4 Formalisation de la commande

Forfait et à bons de commandes :

- Le **forfait annuel comprend 1 passage tous les 15 jours sur toute l'année** (soit 30 passages maximum par an).
- Les **bons de commande** sont émis à survenance du besoin par l'EPMO.

Les prix unitaires pour l'utilisation de cette part à commande sont indiqués dans le BPU et dans les catalogues des plantes, compositions florales et sapins.

Les mentions que le pouvoir adjudicateur fera figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature, la quantité et la description des prestations à réaliser ;
- le lieu de livraison ;
- les délais et/ou la date d'exécution ;
- le montant du bon de commande, établi conformément aux stipulations du marché public.

Le Titulaire devra se conformer aux instructions données par les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur.

L'émission des bons de commande s'effectue sans remise en concurrence préalable selon les modalités énoncées ci-dessous. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le Titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le Titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non signé ne sera payée.

En cas de dénonciation et de même, à l'échéance normale du terme contractuel du marché public, le Titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commandes notifiés au cours de la période de validité du marché public.

Si en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

En cas de défaillance totale ou partielle dans l'exécution de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et s'exécuter au-delà pour une durée maximale de 3 mois.

Article 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Annexe 2 : le(s) catalogue(s) du titulaire ;
 - Annexe 3 : le RIB du titulaire ;
 - Annexe 4 : la déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
 - Annexe 5 : les pouvoirs donnés au mandataire en cas de groupement ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe la liste des plantes à entretenir ;
- L'offre technique remise dans le cadre de la consultation.

Pièce générale

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G.-FCS) en vigueur au moment du lancement de la consultation.

Article 4. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'EPMO-VGE pourra confier au Titulaire des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

Article 5. RESPONSABLES DES PRESTATIONS

Conformément à son offre, le Titulaire désignera une personne habilitée à assurer la conduite des prestations et communiquera ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO-VGE.

Le Titulaire doit garder le même interlocuteur pendant toute la durée du marché, sauf empêchement majeur (démission, maladie, etc...).

Si cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement le service émetteur de la commande par tous moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre, obligation est faite au Titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO-VGE dans les plus brefs délais.

Article 6. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Le Titulaire exécute les prestations dans les délais figurant dans les bons de commande.

Article 7. ADMISSION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS l'admission des prestations sera réalisée dans les conditions suivantes : l'admission des prestations, est tacitement prononcée à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur peut :

- ajourner l'admission des prestations, dans les conditions fixées à l'article 30-2 du C.C.A.G.-F.C.S ;

- appliquer une réfaction sur le montant de la commande lorsqu'il estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état (réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées, conformément à l'article 30-3 du C.C.A.G-F.C.S ;
- rejeter les prestations lorsque ces dernières ne peuvent être admises en l'état même avec réfaction, le Titulaire est alors tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

L'admission des prestations peut prendre la forme d'un simple service fait sur facture.

Article 8. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Il est fait application des articles 5.1 et 5.2 du CCAG-FCS.

Article 9. RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

L'EPMO-VGE est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale ambitieuse inscrite dans le cœur de ses missions de service public et décrite dans la Stratégie RSO 2021-2024 disponible sur demande. Cette démarche recouvre l'ensemble des missions de l'Etablissement ; elle a pour objet l'intégration systématique des enjeux sociaux et environnementaux dans toutes les activités. L'EPMO-VGE s'inscrit entre autres dans la transition écologique à travers trois axes d'action principaux : sobriété énergétique, décarbonation, économie circulaire.

L'EPMO-VGE œuvre à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement notamment en promouvant un modèle de production et de consommation responsable visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la surexploitation des ressources naturelles, et l'émission de polluants et de substances dangereuses pour la santé.

Le Titulaire doit dans cet esprit utiliser des méthodes de réalisation pour ces prestations correspondantes aux objectifs de la transition écologique : limiter les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, intégrer les principes de l'économie circulaire, former les salariés sur ces enjeux.

Protection de l'environnement :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage donc à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, en particulier dans les domaines suivants :

- Mode de déplacements ;
- Les fournitures et produits utilisés pour l'entretien ;
- Origine des plantes fournies.

Article 10. OBLIGATIONS RELATIVES AU CALCUL DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Le titulaire communiquera chaque à la fin de chaque année civile à l'**EPMO-VGE les quantités de gaz à effet de serre émises par le ou les modes de transport utilisés par les personnels intervenants sur site pour réaliser les prestations objet du marché.**

Pour ce faire, le titulaire pourra utiliser l'outil de calcul de son choix mais devra donner les données physiques associées (distance parcourue, mode de transport, type de véhicule) ainsi que les facteurs d'émission utilisés afin que l'EPMO-VGE puisse juger de sa fiabilité. Les candidats peuvent, entre autres, s'appuyer sur la base Empreinte® produite par l'ADEME :

<https://base-empreinte.ademe.fr>

En cas d'impossibilité de transmettre ces éléments il pourra communiquer le montant des indemnités de transport accordées à son personnel intervenant pour réaliser les prestations

L'EPMO-VGE pourra au cours de l'exécution du marché préciser sa demande et adresser un document type permettant la collecte des informations attendues.

Article 11. PRIX DU MARCHE

Le marché est traité à prix mixte : une partie forfaitaire et une partie à commande.

La partie forfaitaire : il s'agit du **forfait annuel d'entretien des 37 plantes et de remplacement des 12 plantes maximum**, chiffré par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

La partie à commande : sans minimum et **avec un maximum de 20 000 euros HT pour la durée du marché.**

Les prix des prestations sont des prix unitaires. Ils sont définitifs et réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le montant maximum de 20 000 € HT pour la durée totale du marché ne comprend pas le montant de la part forfaitaire.

Les prix **sont révisables**.

- Pour les prix du forfait annuel d'entretien et les prix au BPU

Ils sont révisables et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres. Ce mois est appelé le « mois zéro » (M0).

Cette révision s'effectue annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * [0,15 + 0,85 * (FSD1-N / FSD1-No)]$$

L'index utilisé est le suivant :

FSD1 : Frais et services divers

Les index sont publiés notamment sur le Moniteur des Travaux Publics.

Dans laquelle :

P : prix révisé,

P₀ : prix au mois M0,

FSD1-N : dernier indice FSD1 connu à la date de révision des prix,

FSD1-No : Indice FSD1 au mois M0.

Le coefficient obtenu sera arrêté à la troisième décimale.

La révision des prix fera l'objet d'une vérification et d'une validation par l'EPMO-VGE.

En cas de disparition de l'indice, les parties conviendront d'un indice de remplacement qui sera fixé par avenant.

- **Pour les prix sur devis du ou des catalogues dont le catalogue de sapin fourni au mois de novembre de l'année en cours :**

Ils seront ajustés annuellement, à la date de reconduction du marché, par référence au tarif que le Titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le Titulaire s'engage à faire parvenir à l'EPMO-VGE par courriel à : sandrine.lefevre@musee-orsay.fr et catherine.bony@musee-orsay.fr son nouveau tarif avec un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

L'EPMO-VGE se réserve cependant le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit **à une augmentation de plus de 1,5% l'an.**

Les prix applicables sont ceux en vigueur le jour de la demande d'intervention, les prix sont fermes pendant la durée d'exécution des prestations.

Il revient au Titulaire de transmettre le forfait annuel révisé avant la date anniversaire à :
sandrine.lefevre@musee-orsay.fr et catherine.bony@musee-orsay.fr

Article 12. PAIEMENT DES PRESTATIONS

11.1 Avance

Sans objet.

11.2 Paiement du forfait et de la part à commandes

Les prestations seront réglées sur présentation d'une **facture mensuelle**.

11.3 Délai global de paiement

L'EPMO-VGE se libérera des sommes dues par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter soit de la réception de la facture, soit de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, majoré de 8 points.

11.4 Cession ou nantissement de créances

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Article 13. FACTURATION

12.1 Contenu des factures

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures à l'EPMO-VGE.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, notamment les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la raison sociale, le n° SIRET, le n° de TVA intra-communautaire et l'adresse du Titulaire ;

- la désignation de la personne publique contractante à savoir l'EPMO-VGE ;
- le numéro de la facture ;
- le numéro du marché, du bon de commande;
- la désignation des prestations effectuées ;
- le montant H.T. détaillé des prestations et les quantités ;
- le taux de TVA en vigueur et son montant ;
- le montant total TTC des prestations ;
- le numéro du compte bancaire du Titulaire.

12.2 Obligation d'envoi de factures dématérialisées

En application des dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique, le Titulaire est invité à adresser sa facture au format électronique sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Il est rappelé que depuis le 1^{er} janvier 2020 (article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique), seul l'envoi d'une facture électronique est légalement possible et concerne tous les opérateurs économiques quelle que soit leur taille (grandes entreprises, ETI, PME et micro-entreprises).

12.3 Envoi des factures dématérialisées

Les factures sur déposées sur le portail Chorus Pro à l'aide des informations suivantes :

- Le SIRET de l'EPMO-VGE : 180 092 447 00010 ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique et le code service qui seront communiqués au Titulaire pour chaque bon de commande.

En cas de difficultés, le Titulaire peut prendre l'attache du service en ligne du portail Chorus Pro.

Article 14. PENALITES

13.1 Dispositions générales

L'EPMO-VGE se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités au Titulaire en cas de manquement dans l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'EPMO-VGE n'invitera pas préalablement le Titulaire à présenter ses observations.

En outre, il n'est pas fait application de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

13.2 Retard dans l'exécution

Les pénalités de retard dans l'exécution des prestations seront calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Article 15. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu de l'EPMO-VGE l'acceptation de chaque sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché. A cette fin, le Titulaire devra présenter un formulaire DC4 renseigné et disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> par sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article D.8254-1 du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

La déclaration de sous-traitance doit en tout état de cause être adressée à l'EPMO-VGE avant tout début d'intervention du sous-traitant.

En cas de non déclaration d'un sous-traitant, le Titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 1 000 euros ainsi qu'une pénalité de 100 euros par jour calendaire, dont le point de départ est la date de découverte du sous-traitant non déclaré jusqu'à la date de notification de l'acte spécial par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette pénalité sera appliquée, le cas échéant, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du manquement.

En outre, cette pénalité n'exonère pas le Titulaire des risques de résiliation pour faute auxquels il s'expose conformément au e) de l'article 41-1 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, le Titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPMO-VGE.

Article 16. ASSURANCE

Le Titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être occasionnés aux biens ou aux personnes, de l'EPMO-VGE ou non, de son fait, ou du fait des biens dont il a la garde ou des personnes dont il est responsable.

Il s'engage, en conséquence, à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture de ces risques et à produire les attestations afférentes dans un délai de quinze (15) jours suivants la notification du marché et avant le début de l'exécution des prestations.

Le Titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations et renonce à tout recours contre l'EPMO-VGE, excepté en cas de faute ou malveillance de celui-ci.

Article 17. SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire transmet à l'EPMO-VGE, tous les six mois et pendant toute la durée du marché au Directeur des Affaires financières de l'EPMO-VGE, via le service E-Attestation accessible sur le lien suivant : <https://www.e-attestations.com/>

:

-Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus ;

-Un certificat est délivré pour le paiement des cotisations auprès des organismes de sécurité sociale, des cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès, des cotisations de congés payés et de chômage intempéries ou attestant de la régularité du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;

- Une attestation d'assurance professionnelle.

En cas de non remise des documents susmentionnés et après notification d'une mise en demeure restée infructueuse sous sept (7) jours :

- le Titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents,
ou bien,
- le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Article 18. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république, **le Titulaire devra fournir dans un délai de sept (7) jours à compter de la notification du marché une attestation sur l'honneur** mentionnant que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité et ce tout au long de la durée du contrat liant l'EPMO-VGE et le Titulaire.

Il appartient au Titulaire de faire respecter cette obligation durant toute la durée d'exécution des prestations. Des contrôles inopinés pourront être réalisés par l'EPMO-VGE en sa qualité d'acheteur pendant toute la durée du contrat.

En cas de constat par l'EPMO-VGE de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus :

- Le Titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 500 € en cas de manquement constaté à ses obligations en application de la loi précitée ;
- Après expiration d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la mise en demeure de produire l'attestation exigée à l'alinéa 1^{er} du présent article, le Titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50€ par jour de retard ;
- Le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Article 19. LITIGE ET RESILIATION

19.1 Litige

Le représentant de l'EPMO-VGE se réserve la faculté de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations. Dans ce cadre, il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de procédure contentieuse, le Tribunal Administratif compétent est le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75 181 Paris Cedex 04.

19.2 Résiliation

L'E.P.M.O-VGE se réserve la faculté de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7 *Admission des prestations* déroge à l'article 30 du CCAG-FCS.

L'article déroge 13.1 *Dispositions générales des pénalités* déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS et l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.
